

Subsides

Je tiens à dire pourquoi nous l'avons fait, monsieur l'Orateur. Cela nous a permis d'entendre des gens de toutes les régions du pays qui connaissent bien un secteur de l'économie ou une région précise du Canada. Ils ont fait connaître leur opinion sur le budget et sur la façon dont le gouvernement réagissait à leur avis aux défis économiques. Les Canadiens ont ainsi disposé d'une tribune pour faire savoir aux parlementaires ce qu'ils pensaient du budget présenté le 12 novembre.

Ces Canadiens ont pu proposer des solutions positives à certains de nos problèmes économiques, et des suggestions et des solutions de rechange positives, plausibles et éprouvées concernant certains des goulets d'étranglement auxquels les Canadiens font face aujourd'hui. Les Canadiens savaient qu'au moins certains parlementaires étaient disposés à les écouter. Cela a mis en évidence l'absence de tout groupe de travail libéral sur l'économie ou sur le budget. Que faisaient les libéraux? Pourquoi ne faisaient-ils rien pour permettre aux Canadiens ordinaires de faire connaître leurs vues sur le budget et sur l'économie? Les libéraux brillaient par leur absence.

Je voudrais citer un certain nombre de mémoires qui nous ont été remis. Le Conseil de l'industrie forestière de la Colombie-Britannique a déclaré très clairement que tous les projets d'expansion avaient été mis en veilleuse. A la suite de ce budget et compte tenu du climat économique, des projets d'expansion d'une valeur globale de 200 millions de dollars devront attendre jusqu'à ce qu'un indice de direction économique pointe à l'horizon. Le Conseil a signalé que 15,000 travailleurs forestiers ont été mis à pied ces derniers mois, et ces mises à pied ne sont pas uniquement dues au marasme du marché du bois aux États-Unis. Il ne faut pas perdre de vue que 25 p. 100 du bois de construction produit en Colombie-Britannique est destiné au marché intérieur, ainsi que 85 p. 100 du contreplaqué. C'est dans cette dernière industrie que la plupart des mises à pied ont eu lieu.

D'après l'Association canadienne de l'habitation et du développement urbain, le gouvernement a ruiné l'industrie du bâtiment. Cette association affirme en réalité que nous traversons une crise du logement. Elle s'est moquée des efforts déployés par le gouvernement pour subventionner la construction de logements locatifs. Celui-ci a offert, dans sa générosité, de promouvoir la construction de 25,000 logements à louer. Cela suffirait peut-être pour la ville de Vancouver, mais ce n'est même pas une goutte d'eau dans l'océan si l'on tient compte de la demande globale.

D'après l'Association canadienne des petites entreprises, le nombre de petites entreprises diminue à cause de la politique actuelle de maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé et la seule croissance économique qui se produit au Canada est le résultat de la fusion de sociétés importantes au détriment des petites entreprises.

Pour l'Association des services énergétiques de l'Alberta, le gouvernement fédéral n'a aucune idée des réalités du développement économique de l'Ouest du Canada. Son porte-parole nous a dit que les libéraux ne vont jamais dans l'Ouest, si ce n'est pour y faire rapidement une déclaration aux journalistes ou pour une inauguration, puis repartir immédiatement après. Il paraît que certaines petites villes du nord et du centre de l'Alberta, dont l'existence repose sur l'exploitation des ressources, sont pratiquement devenues des villes fantômes alors

qu'elles étaient en pleine expansion il y a quelques mois à peine.

La Fédération de l'agriculture en Saskatchewan a déclaré que le nombre d'exploitations agricoles acculées à la faillite continuera à augmenter. A un moment où le Canada devrait accroître son potentiel agricole, la collectivité agricole doit lutter pour survivre.

La ville de Thunder Bay a signalé à notre groupe d'étude que près de 1,000 employés d'une société avaient été mis à pied durant les quelques dernières semaines en raison de l'absence de planification à long terme au Canada ou dans la province.

Le conseil des syndicats étudiants à l'Université Memorial de St. John's a déclaré que rien n'incite les jeunes à poursuivre des études supérieures. Il y a peu d'emplois dans leur propre province et encore moins en dehors de Terre-Neuve. Je le répète, rien ne les incite à poursuivre leurs études.

Le groupe de travail s'est rendu compte, lors de ses audiences, qu'un climat d'incertitude régnait actuellement au Canada. On manifeste moins de confiance en notre avenir. D'après des sondages de date récente, on a raison de croire que les Canadiens craignent que la situation ne s'aggrave et que notre économie à tarde à se rétablir. Les gens sont désabusés face à l'avenir, il règne un climat d'affliction, touchant presque à l'angoisse. On reconnaît l'injustice de ce budget qui suscite un mécontentement qui s'est, je pense, rarement manifesté avec une telle vigueur dans notre pays.

De temps en temps, lors des audiences du groupe de travail, des particuliers qui ont pourtant l'habitude de prendre la parole en public étaient en proie à une telle stupeur, à une telle colère, à une telle frustration qu'au beau milieu de leur intervention, ils se mettaient à trembler en parlant de l'économie et du budget. Il fallait qu'ils s'arrêtent pour reprendre leurs esprits à cause du courroux et du mécontentement qui frisaient parfois l'exaspération.

Il ne fait aucun doute que notre pays est bel et bien en passe de sombrer dans la récession économique. Tout semble indiquer que cette situation va continuer pendant quelque temps encore. Les Canadiens souffrent; le chômage leur fait perdre leur enthousiasme.

Dans les interventions qu'ils ont faites jusqu'ici, les conservateurs ne nous ont pas proposé leurs solutions. J'irais même jusqu'à dire que le passé montre qu'ils sont manifestement favorables au gouverneur Bouey et à sa politique d'argent cher.

M. Broadbent: Ce sont eux qui l'ont reconduit dans ses fonctions.

M. Riis: C'est exact. Le parti conservateur est favorable à la politique d'austérité.

Comme l'a fait remarquer le député d'Oshawa (M. Broadbent), le NPD estime qu'il est temps de relancer l'économie. Il ne convient pas de dépenser davantage mais d'investir pour assurer l'avenir de notre pays, pour le doter d'infrastructures sans lesquelles on ne saurait développer le potentiel de croissance dans l'Ouest du Canada en particulier.

Je me rappelle avec intérêt les remarques que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans) a faites le mercredi 2 décembre 1981. Ce jour-là, il a déclaré que le gouvernement libéral n'avait pas l'intention d'essayer de relancer l'économie canadienne même si la récession actuelle devait se prolonger jusqu'à l'été prochain. Le gouvernement n'a pas